



Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial :

*Évaluation du programme de
NSWP pour le renforcement
des capacités en 2018*

ÉTUDE DE CAS



Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial :

Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018



ÉTUDE DE CAS

RÉSUMÉ

Cette étude de cas se concentre, d'une part, sur le programme mis sur pied par NSWP pour le développement des capacités des organisations régionales et nationales dirigées par des travailleurSEs¹ du sexe – un programme dont l'objectif est d'accroître les connaissances des travailleurSEs du sexe et de faciliter leur participation significative aux processus du Fonds mondial – et, d'autre part, sur l'impact de ce programme.

Les résultats de cette étude de cas montrent que ce programme a eu un impact positif sur les travailleurSEs du sexe et les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans les cinq régions concernées (Asie et Pacifique, Afrique, Caraïbes, Amérique latine et Europe de l'Est et Asie centrale). Il a permis d'améliorer leur compréhension des processus du Fonds mondial et de faciliter leur participation à ces processus tout en reconnaissant que le renforcement des capacités est un processus qui prend du temps.

1 Note du traducteur : Dans ce document la forme féminine est délibérément ajoutée au masculin du substantif « travailleur » ainsi qu'à d'autres substantifs, adjectifs, déterminants et participes passés de façon à ne pas rendre les femmes « invisibles » sachant qu'il est reconnu que la majorité des travailleurs du sexe sont des femmes. Cette décision n'a pas pour but d'exclure les travailleurs du sexe, hommes ou transgenres, mais d'inclure au contraire une majorité, tout en restant stylistiquement cohérent et lisible.

INTRODUCTION

NSWP a reçu, pendant la deuxième moitié de 2017, des subventions du Fonds mondial pour améliorer la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe à participer de façon significative au Fonds mondial et aux processus nationaux. NSWP avait déjà reçu des subventions du Fonds mondial (par l'intermédiaire du Robert Carr civil society Networks Fund [RCF]) s'étalant de 2015 jusqu'au début de 2017 afin de renforcer la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe à comprendre les processus du Fonds mondial et à participer à ces processus. Grâce au programme actuel, d'autres activités peuvent être financées permettant de poursuivre le renforcement des capacités et d'intégrer des pays qui n'avaient jusqu'à présent pas pu bénéficier de ces activités. Cette étude de cas se concentre sur l'impact qu'ont eu ces interventions en 2018, en particulier :

- La mesure dans laquelle les réseaux régionaux et les experts communautaires sont équipés pour apporter une assistance technique aux organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et faciliter leur participation aux processus en lien avec le Fonds mondial ;
- La capacité, au sein des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe, à participer aux processus en lien avec le Fonds mondial (y compris la préparation à la transition) et à mettre en œuvre des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe financés par le Fonds mondial qui sont respectueux des droits humains.



Le Fonds mondial est l'un des plus importants organismes de financement pour le dépistage, le traitement et les soins en matière de VIH, de tuberculose et de paludisme. Il s'agit d'un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par au moins une des trois maladies. Le Fonds mondial ne met pas en œuvre de programmes sur le terrain mais finance les gouvernements et les organisations dans les pays éligibles. Dans chaque pays, le Fonds mondial alloue des fonds à des bénéficiaires principaux qui, à leur tour, distribuent ces fonds à des sous-bénéficiaires. Les travailleurSEs du sexe sont touchés par le VIH de façon disproportionnée et sont reconnus par le Fonds mondial comme étant une population clé. En 2016, le Fonds mondial a adopté l'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe (SWIT)² comme directive normative internationale pour les programmes qu'il finance. Cet outil prévoit que les programmes de prévention, de traitement et de soins en matière de VIH doivent se faire dans le respect des droits humains et être approuvés par la communauté. Le Fonds mondial ne finance pas directement les organisations communautaires. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ne sont pas souvent impliquées de façon significative

dans les processus du Fonds mondial, ce qui leur permettrait pourtant de recevoir des financements vitaux pour la mise en œuvre de programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe et de profiter de programmes respectueux de leurs droits. La stigmatisation, la discrimination et la criminalisation des travailleurSEs du sexe contribuent également à les exclure des processus nationaux ou du moins à les marginaliser. C'est pour cette raison que les organisations doivent participer de façon proactive à ces processus et s'assurer que les programmes de lutte contre le VIH incluent des programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe.

Fort de ce constat, NSWP et les cinq réseaux régionaux (APNSW, ASWA, CSWC, PLAPERTS et SWAN³) ont élaboré un programme d'activités dont l'objectif est d'aider les groupes dirigés par des travailleurSEs du sexe à participer au Fonds mondial et à améliorer, de façon durable, la situation des travailleurSEs du sexe dans le monde.

Vous pourrez trouver ci-dessous des précisions concernant la participation des pays au programme de 2018. L'administrateur principal des programmes et les experts communautaires dans les régions ont proposé une assistance technique à l'ensemble des 27 pays.

Région	Pays qui mettent en œuvre les activités nationales et reçoivent une assistance technique	Pays qui reçoivent une assistance technique
Afrique	République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Zimbabwe	
Asie et Pacifique	Mongolie, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vietnam	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande
Caraïbes	Guyana, Suriname	Jamaïque
Europe de l'Est et Asie centrale	Géorgie, Kirghizistan, Ukraine	Kazakhstan
Amérique latine	Colombie, Équateur	Salvador, Pérou

2 OMS, FNUAP, ONUSIDA, NSWP, la Banque mondiale et PNUD, 2013, « Mettre en œuvre des programmes complets de VIH/IST auprès des travailleuses du sexe ».

3 Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW); African Sex Workers Alliance (ASWA); Caribbean Sex Work Coalition (CSWC); La Plataforma LatinoAmérica de Personas que EjeRcen el Trabajo Sexual (PLAPERTS); and Sex Workers' Rights Advocacy Network for Central and Eastern Europe and Central Asia (SWAN)



Le contexte

Les travailleurSEs du sexe qui participent au programme vivent dans un contexte social, politique et juridique qui criminalisent le travail du sexe. Dans chacun des 27 pays, le travail du sexe est criminalisé, d'une manière ou d'une autre. Vingt-deux des 27 pays criminalisent le travail du sexe de façon explicite. La criminalisation du travail du sexe limite le contact que les travailleurSEs du sexe peuvent avoir avec leur gouvernement ou d'autres institutions. Les travailleurSEs du sexe qui vivent dans des pays où le travail du sexe est criminalisé s'exposent à des sanctions lorsqu'elles/ils osent s'exprimer de façon publique. Dans un tel contexte, il est probable qu'un climat de méfiance s'établira entre les travailleurSEs du sexe et les institutions gouvernementales dû (en partie) aux préjugés, à la putophobie et aux maltraitements dont sont victimes les travailleurSEs du sexe.

Le programme est mis en œuvre alors que de nombreux pays se préparent à s'émanciper des financements du Fonds mondial ; de nombreux pays participant à ce programme sont susceptibles de ne plus recevoir de financements du Fonds mondial pour leurs programmes de lutte contre le VIH dans les prochaines années. Il est probable que le Kazakhstan et la Malaisie n'auront plus droit à aucun financement pour la lutte contre le VIH en 2023 et 2025 respectivement⁴. Beaucoup de ces pays sont déjà en train de débattre du processus de transition et quatre ateliers de discussion qui ont eu lieu dans le cadre de ce programme se sont concentrés sur la transition.

Les activités de 2018

En novembre 2017, NSWSP et d'autres réseaux de populations clés ont organisé un atelier international de cinq jours portant sur les processus du Fonds mondial.

Les travailleurSEs du sexe participantEs étaient les experts communautaires des programmes : ce sont des gens qui ont une connaissance approfondie de la région et qui ont déjà participé à des activités de renforcement de leurs capacités concernant le Fonds mondial. L'atelier s'est concentré sur le SWIT comme moyen de participer et de contribuer efficacement à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la supervision des programmes financés par le Fonds mondial et de la préparation à la transition. Les experts communautaires ont pu renforcer leur capacité à assurer une assistance technique dans leur région pendant la mise en œuvre de ce programme en 2018–2019. L'atelier a aussi permis d'explorer les possibilités de partenariats entre les réseaux de populations clés au niveau national et régional. À la suite de cet atelier, NSWSP, les réseaux régionaux et les organisations nationales dirigées par des travailleurSEs du sexe ont organisé les activités suivantes en 2018.

Les rassemblements régionaux

Les cinq régions concernées par le programme ont organisé des rassemblements régionaux et permis à des représentants d'organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de se rencontrer et de partager leurs connaissances, d'identifier les priorités et de développer des stratégies pour trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent.

4 The Global Fund to End AIDS, Tuberculosis and Malaria, 2018, [Projected Transitions from Global Fund support by 2025 – projections by component](#)



Les régions Caraïbes, Europe de l'Est et Asie centrale, et Amérique latine ont organisé des rassemblements pour répondre au besoin d'un renforcement des capacités concernant le processus d'émancipation des financements du Fonds mondial (la transition) et l'impact que cela aura sur la pérennité des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe qui respectent leurs droits. Le rassemblement régional en Afrique s'est concentré sur les moyens d'obtenir davantage de financements pour les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et sur le suivi des programmes financés par le Fonds mondial.

Le premier rassemblement qui s'est tenu en Asie et Pacifique a invité des participantEs du Cambodge, de Mongolie, du Népal, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Vietnam qui ne sont pas des pays devant faire leur transition. Cette réunion avait son intérêt mais, les participantEs venaient de pays qui vont recevoir des petites subventions pour mettre en œuvre des activités dans leurs pays ; NSWP et APNSW ont par conséquent demandé à RCF que des fonds soient mis à disposition pour qu'un autre rassemblement régional soit organisé portant cette fois sur la question de la transition. Cette réunion a eu lieu en novembre 2018 ; 15 participantEs venant de quatre pays y ont participé.

Région	Lieu	Dates
Afrique	Nairobi, Kenya	17 au 21 avril
Asie et Pacifique	Bangkok, Thaïlande	18 au 19 juin 15 au 17 novembre
Caraïbes	Georgetown, Guyana	22 au 24 février
Europe de l'Est et Asie centrale	Kiev, Ukraine	20 au 22 mars
Amérique latine	Bogotá, Colombie	15 au 17 mars

Les rassemblements régionaux ayant eu lieu en Amérique latine et en Asie et Pacifique ont pu profiter du soutien de l'administrateur principal des programmes qui y était présent et en Europe de l'Est et Asie centrale, il a répondu aux questions du groupe sur Skype. Dans les Caraïbes, le rassemblement régional s'est concentré sur trois points : mieux comprendre les fonctions du Fonds mondial, comment prendre contact avec l'instance de coordination nationale et la question de la transition.

Au total, 53 travailleurSEs du sexe ont participé aux rassemblements régionaux, 68 si l'on inclut le rassemblement régional qui s'est tenu en Asie et Pacifique en novembre 2018 (financé par RCF et auquel a participé l'administrateur principal des programmes de NSWP).

Les activités nationales

Dans 18 pays, des groupes dirigés par des travailleurSEs du sexe ont reçu des petites subventions pour mettre en œuvre dans leur pays un programme d'activités en lien avec le Fonds mondial ; il s'agissait notamment, mais pas seulement, d'ateliers nationaux, de rencontres avec des parties prenantes et de créer des plateformes pour les populations clés. Ces pays sont :

- **Asie et Pacifique** : Mongolie, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vietnam
- **Afrique** : Kenya, Soudan du Sud, Tanzanie, Zimbabwe et République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal
- **Europe de l'Est et Asie centrale** : Géorgie, Kirghizistan, Ukraine
- **Amérique latine** : Colombie, Équateur
- **Caraïbes** : Guyana, Suriname.

Vous pourrez trouver un tableau de toutes les activités nationales organisées en 2018 en annexe, à la fin de ce document.



L'assistance technique

Pendant l'année 2018, 27 pays ont reçu une assistance technique de la part de l'administrateur principal des programmes de NSWP, des réseaux régionaux et des experts communautaires.

En 2018, l'administrateur principal des programmes de NSWP a assuré sur place une assistance technique dans cinq pays (Colombie, Géorgie, Rwanda, Soudan du Sud et Thaïlande). L'administrateur principal des programmes, les réseaux régionaux et les experts communautaires ont assuré une assistance technique à distance aux 27 pays concernés par le programme sur une durée d'un an. L'administrateur principal des programmes, les réseaux régionaux et les experts communautaires ont soutenu les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de plusieurs façons : en réexaminant les plans de transition, en fournissant de la documentation sur les mécanismes du Fonds mondial, en encadrant des entretiens particuliers ou des petits groupes de discussion sur les différentes façons de collaborer avec le Fonds mondial et en leur donnant les coordonnées de personnes travaillant au Fonds mondial ou aux instances de coordination nationale.

L'administrateur principal des programmes a également rédigé et distribué des fiches présentant le profil de chacun des 29 pays : le contexte, les subventions versées par le Fonds mondial au pays et les coordonnées des membres de l'instance de coordination nationale. Il a aussi préparé quatre bulletins trimestriels d'information sur les activités du Fonds mondial⁵ qui ont été transmis aux membres de NSWP et sont disponibles sur le site de NSWP. Ces bulletins d'information ont pour but d'informer les membres de NSWP (au 31 décembre, NSWP comptait 260 organisations de travailleurSEs du sexe dans 80 pays) des dernières nouvelles sur le Fonds mondial.

Région	Les experts communautaires
Afrique	Phelister Abdalla et Lala Maty Sow
Asie et Pacifique	Kay Thi Win et Liana Andriyani
Caraïbes	Miriam Edwards
Europe de l'Est et Asie centrale	Nataliia Isaieva et Staša Plečaš
Amérique latine	Karina Bravo

Miriam Edwards siège à l'instance de coordination nationale au Guyana et à l'instance de coordination régionale qui représente les travailleurSEs du sexe ; Nataliia Isaieva a été élue comme représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale en Ukraine.

Trois ressources spécifiques de NSWP ont été mises à disposition des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et des experts communautaires ayant participé au programme. Le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial⁶ et le Guide futé des travailleurSEs du sexe et des usagerÈRES de drogues pour la transition du Fonds mondial⁷ ont été publiés en 2015 et le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur la stratégie du Fonds mondial pour la période 2017–2022 : « Investir pour mettre fin aux épidémies »⁸ a été publié en 2017. Ces ressources sont disponibles en chinois, en anglais, en russe et en espagnol sur le site Internet de NSWP. Les travailleurSEs du sexe ont également utilisé d'autres ressources dont l'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe (SWIT) et le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le SWIT⁹.

5 NSWP, 2018, *Bulletin Trimestriel du Fonds Mondial 1*; *Bulletin Trimestriel du Fonds Mondial 2*; *Bulletin Trimestriel du Fonds Mondial 3*; *Bulletin Trimestriel Du Fonds Mondial 4*

6 NSWP, 2015, *Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial*

7 NSWP, 2015, *Guide futé des travailleurSEs du sexe et des usagerÈRES de drogues pour la transition du Fonds mondial*

8 OMS, FNUAP, ONUSIDA, NSWP, la Banque mondiale et PNUD, 2013, « *Mettre en œuvre des programmes complets de VIH/IST auprès des travailleuses du sexe* ».

9 NSWP, 2015, *Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le SWIT*



LES RÉSULTATS

Une meilleure connaissance et compréhension du Fonds mondial et des processus nationaux au niveau régional

Grâce à l'assistance technique assurée par l'administrateur principal des programmes de NSWFP et aux rassemblements régionaux, les travailleurSE du sexe ont pu être mieux informées sur les différentes façons de participer au Fonds mondial et de prendre part aux processus nationaux. Cela a également permis aux réseaux régionaux de renforcer leur capacité à assurer, auprès des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de leur région, une assistance technique.

Les participants aux rassemblements régionaux étaient d'accord pour dire que l'accès de la communauté au savoir et l'assistance technique apportée par l'administrateur principal des programmes et les experts communautaires étaient d'une aide précieuse parce qu'ils leur permettent de faire un lien entre le travail du Fonds mondial et le contexte dans leur pays.

« C'était un évènement très important ; ça a été un franc succès. L'emploi du temps était très flexible et nous leur avons donné l'espace pour discuter du type de problèmes qu'ils/elles rencontrent dans la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial. Staša a bien facilité l'évènement parce qu'elle connaissait bien les processus du Fonds mondial mais aussi parce qu'elle connaissait la situation dans les pays. Elle a donc entamé cette discussion sur la participation aux processus [du Fonds mondial] et a abordé chaque étape pour expliquer comment ils peuvent participer et accéder au Fonds mondial dans leur pays. »

*Administrateur des programmes, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

« L'assistance technique a eu un impact important, en particulier au Suriname : ils comprennent désormais mieux pourquoi il est important qu'ils se représentent eux-mêmes à l'instance de coordination nationale – avant ça, ils n'en voyaient pas vraiment l'intérêt. »

Expert communautaire, Caraïbes

Dans la région Asie et Pacifique, le rassemblement régional a été, pour les cinq pays, l'occasion de se rencontrer pour la première fois. Les participantes ont rapporté que cet évènement avait été une expérience positive qui leur avait donné l'occasion d'échanger de nombreuses informations sur le Fonds mondial, de partager, en face-à-face, les expériences qu'elles avaient pu avoir dans leur relation avec le Fonds mondial et de profiter de l'expérience des autres participantes. Juste avant la réunion, une participante de Mongolie a reçu une lettre de la représentante des travailleuses du sexe à l'instance de coordination nationale qui promeut des programmes respectueux des droits humains en Mongolie, puisque c'est un pays qui doit s'émanciper prochainement des financements du Fonds mondial. Pendant la réunion, une réflexion s'est ensuivie à ce sujet et des suggestions ont été offertes concernant la Mongolie puisque c'est une situation à laquelle sont ou seront confrontées les participantes dans le cadre du processus de transition.

Ces réflexions ont permis aux réseaux régionaux et aux experts communautaires de renforcer leur capacité à aider les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe à prendre part aux processus du Fonds mondial au niveau national. Le programme, grâce aux informations et au soutien qu'il fournit aux organisations travaillant au niveau national, permet aux travailleurSEs du sexe de s'informer et de s'impliquer de façon significative dans le Fonds mondial. Cela ne serait pas possible si les travailleurSEs du sexe n'avaient pas une meilleure compréhension des processus à l'œuvre et des activités.



Une meilleure connaissance et compréhension du Fonds mondial et des processus nationaux au niveau national

Outre les rassemblements régionaux mentionnés ci-dessus, l'assistance technique offerte par l'administrateur principal des programmes de NSWP, les réseaux régionaux et les experts communautaires, ainsi que les activités nationales, ont permis d'améliorer la connaissance et la compréhension du Fonds mondial qu'ont les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe au niveau national. Dix-huit pays ont reçu des petites subventions pour réaliser ces activités nationales. Certains pays ont organisé des activités dans l'objectif de développer ou d'approfondir leurs connaissances du Fonds mondial, de ses processus et de son travail alors que d'autres ont mis en place des activités dans l'objectif de participer au Fonds mondial et de prendre part aux processus nationaux.

Le Suriname a rapporté que la fiche profil du pays qu'ils ont reçu les a aidés à mieux comprendre le rôle et le fonctionnement du Fonds mondial et aura un impact sur leur futur travail.

« Mick a envoyé à la Jamaïque, au Guyana et au Suriname des fiches profil ; ces pays comprennent désormais mieux comment [les choses] marchent. Ils ont commencé à partager des informations ; grâce à la formation avec la coalition des travailleurSEs du sexe et NSWP, ils ont pu renforcer leurs connaissances et leur compréhension de l'instance de coordination nationale. Puis ils ont commencé à poser des questions sur le Fonds mondial et à obtenir des informations alors qu'ils ne connaissaient pas grand-chose au Fonds mondial auparavant... Il y a désormais une représentante des travailleurSEs du sexe qui siègent à l'instance de coordination nationale. »

Expert communautaire, Caraïbes

Dans toutes les régions, des référents de communication partagent des informations avec les travailleurSEs du sexe dans leur pays à des fins variées. En République démocratique du Congo (RDC), le référent de communication national a partagé avec ses membres la fiche profil de la RDC et ils ont mis à profit les ressources offertes (les profils des pays et les Guides futés) pour mettre en œuvre leurs activités nationales. Ils ont signalé que les connaissances qu'ils ont pu acquérir, grâce à l'assistance technique reçue, leur ont aussi été utiles lors des discussions qui ont eu lieu entre les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et les membres de l'instance de coordination nationale : elles leur ont notamment permis de les mettre face à leurs responsabilités d'informer les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe. Au Sénégal, le référent de communication national et les experts communautaires africains ont partagé avec les participantEs la fiche profil du pays pendant les activités nationales – qui ont eu lieu en français – et également facilité plusieurs activités nationales dans le cadre de l'assistance technique apportée sur place aux pays africains francophones participant au programme (RDC, Rwanda et Sénégal).

En Amérique latine, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe d'Équateur se sont servies de la fiche profil du pays pour prendre connaissance des dates des visites du Fonds mondial et s'arranger pour prendre contact avec le personnel durant leur visite dans le pays. Elles ont également partagé ces informations avec d'autres organisations telles que le réseau national des usagerÈRES de drogues afin qu'ils/elles puissent être informésEs et se préparer.

Le référent de communication de la région Europe de l'est et Asie centrale, au Kazakhstan, a partagé avec des travailleurSEs du sexe et des partenaires qui participent activement aux processus du Fonds mondial les informations et le matériel qu'elle a pu recevoir de l'administrateur principal des programmes de NSWP.

Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial : Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018



© FADA



Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial :
Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018

L'atelier national au Rwanda

Au Rwanda, la référente de communication s'est servie de la fiche profil qu'elle a reçu pour prendre contact avec un membre de l'instance de coordination nationale et pour partager les informations présentées dans la fiche lors d'ateliers nationaux. Les informations ont été largement partagées et la fiche profil a été traduite en Kinyarwanda. Une étude a également été menée pour établir quels sont les services du Fonds mondial qui sont proposés aux travailleurSEs du sexe dans le pays et quelles sont les lacunes dans ces services.

Au Rwanda, 13 travailleurSEs du sexe ont participé à l'atelier national qui leur a permis de mieux comprendre le fonctionnement des processus nationaux et leur a donné la confiance nécessaire pour y participer.

« Grâce à la formation [nationale], les participantEs ont une vision différente des choses et ont davantage confiance en eux/elles. Elles/ils n'ont désormais plus peur de contacter l'instance de coordination nationale et les fonctionnaires du gouvernement, comme la personne responsable du développement du plan stratégique de santé du Rwanda ; c'est quelque chose qui n'aurait pas été possible avant la formation. »

Administrateur principal des programmes, NSWP

Au Kirghizistan, Tais Plus a utilisé une partie des financements pour traduire et adapter certains documents existants qu'ils considéraient comme importants pour avoir une meilleure compréhension du Fonds mondial et pouvoir participer de façon significative à ses processus : il s'agissait notamment d'informations permettant de prendre contact avec le Bureau de l'Inspecteur général et d'informations sur le processus du dialogue au niveau des pays. Les fiches profil d'Équateur et de Colombie ont aussi été traduites en espagnol afin d'être plus facilement accessibles dans ces pays.



La participation significative aux processus nationaux du Fonds mondial

Certains pays se sont servis des financements qu'ils ont reçus et de leurs connaissances pour participer de façon plus significative aux processus du Fonds mondial en menant notamment des consultations auprès de la communauté ou en faisant un travail de plaidoyer auprès de parties prenantes jouant un rôle dans les processus du Fonds mondial.

Dans les Caraïbes, l'expert communautaire a la possibilité de tirer profit de sa position au sein de l'instance de coordination régionale et de l'instance de coordination nationale pour renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe au niveau national :

« Je siége à l'instance de coordination régionale et également à l'instance de coordination nationale du Guyana. Je prends part à de nombreuses consultations et j'ai la possibilité de rapporter les observations des organisations de travailleurSEs du sexe des pays qui n'ont pas de représentants à l'instance de coordination nationale. »

Experte communautaire, Caraïbes

Au Rwanda, les compétences que les travailleurSEs du sexe ont pu acquérir lors de l'atelier national leur permettent de mieux comprendre le fonctionnement de l'instance de coordination nationale et les modalités de prise de contact avec le Fonds mondial :

« Avant la formation, il était difficile de savoir qui siégeait à l'instance de coordination nationale ; tout ce qui concernait le Fonds mondial semblait compliqué. Mais après avoir été informés, nous avons pensé qu'il était nécessaire de passer à l'étape suivante et de siéger à l'instance de coordination nationale. Il est désormais temps d'aller de l'avant grâce aux compétences acquises avec l'aide de NSWP »

Référent de communication, Rwanda

Dans la région Asie et Pacifique, l'expert communautaire régional a rapporté que dans l'ensemble les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe connaissaient peu le processus de sélection des représentants de l'instance de coordination nationale avant le programme et que, grâce à l'assistance technique qu'a apportée l'administrateur principal des programmes de NSWP, elles ont pu prendre part de façon plus efficace à l'instance de coordination nationale. Avant le programme, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de Papouasie-Nouvelle-Guinée avaient une travailleurSE du sexe observateurTRICE qui siégeait à l'instance de coordination nationale ; depuis qu'elles ont bénéficié de l'assistance technique, elles en ont deux. Il existait déjà un budget alloué au dépistage du VIH chez les populations clés mais il n'y en avait aucun pour le dépistage du VIH chez les travailleurSEs du sexe. C'est un problème qui a été soulevé lors de la réunion pour les activités nationales à laquelle ont participé certains membres de l'instance de coordination nationale. Depuis cette réunion, il existe désormais un budget pour le dépistage du VIH chez les travailleurSEs du sexe.

Au Népal, une représentante des travailleurSEs du sexe siégeait à l'instance de coordination nationale mais ni elle ni la communauté n'avait une idée précise de son rôle et de la manière de participer efficacement à l'instance de coordination nationale. Elle a assisté à la formation qui a eu lieu au Népal et au rassemblement régional en novembre et a signalé qu'elle a depuis une bien meilleure compréhension de ses rôles et responsabilités au sein de l'instance de coordination nationale.

Dans les pays où les travailleurSEs du sexe n'ont aucun représentant à l'instance de coordination nationale, la communauté des travailleurSEs du sexe est, depuis qu'elle a reçu une assistance technique et qu'elle a participé à des activités nationales et régionales, davantage engagée dans le processus de prise de contact avec le Fonds mondial et le gouvernement. Par exemple, en Malaisie et en Mongolie, les experts communautaires ont signalé que la communauté des travailleurSEs du sexe, alors qu'elle n'était pas très engagée auparavant, a désormais une idée « bien plus précise » de la façon dont elle doit prendre contact avec son gouvernement et mobiliser des ressources après la transition.



En Colombie, les travailleurSEs du sexe ont participé à une réunion avec le gouvernement et les bénéficiaires principaux de financements versés par le Fonds mondial pour la lutte contre la violence et le VIH. Elles/ils ont participé en tant qu'expertEs sur les différents modèles juridiques qui encadrent le travail du sexe et l'impact qu'ils peuvent avoir sur la violence. En Équateur, à la suite d'une réunion portant sur la transition, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont fait remarquer que les services de santé publique financés par le Fonds mondial n'étaient disponibles que pour les femmes travailleuses du sexe cisgenres. Ces services ont désormais modifié leur politique pour inclure les travailleuses du sexe transgenres.

« Avant, on ne savait rien, on était loin du processus et on ne participait pas... Maintenant, chaque population a son représentant... Et on ne travaille pas seulement au niveau de la santé mais aussi au niveau des droits humains, de la violence, de beaucoup de sujets, et sur la façon dont ils interagissent. »

Experte communautaire, Amérique latine

Au Salvador, une représentante des travailleurSEs du sexe de PLAPERTS a été élue à l'instance de coordination nationale en 2018 et a remarqué que la communication est désormais bien meilleure et les échanges plus nombreux entre les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et le personnel du Fonds mondial. Ils/elles ont l'intention de travailler de façon plus étroite avec les réseaux d'usagerÈRES de drogues afin de les aider à élire un représentant de leur communauté à l'instance de coordination nationale.

En 2018, le gouvernement Mongolien a fait traduire entièrement le SWIT pour qu'il puisse être intégré à leur plan stratégique ; le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le SWIT a également été traduit en Mongolien pour qu'il puisse être utilisé par les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe. L'expert communautaire de la région a signalé que ces ressources sont utilisées dans d'autres pays par des travailleurSEs du sexe qui participent au Fonds mondial, en particulier au Myanmar, mais a aussi précisé que leur utilisation pourrait être plus répandue et plus efficace si elles étaient traduites dans les langues locales.

L'administrateur principal des programmes de NSWP a apporté une assistance technique à Tais Plus (Kirghizistan) concernant les problèmes existants quant à la gestion des financements versés par le Fonds mondial au pays entre le PNUD (bénéficiaire principal) et Tais Plus, une organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe (sous-bénéficiaire des financements). Cette assistance concernait l'allocation de financements pour le personnel. L'administrateur principal des programmes de NSWP a facilité le dialogue (en cours) entre Tais Plus et le gestionnaire de portefeuille du Fonds, dialogue qui a permis de trouver une solution au problème.

Au Kirghizistan et en Ukraine, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe comprennent désormais mieux comment fonctionnent le Fonds mondial et les processus nationaux :

« Au Kirghizistan, ils ont formé les gens pour que davantage de personnes se proposent pour siéger à l'instance de coordination nationale, parce qu'ils avaient vraiment des problèmes, les gens ne voulaient pas proposer leur candidature... Désormais, de nombreux militants veulent proposer leur candidature et participer au processus. »

*Administrateur de programme, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

Des travailleurSEs du sexe du Kazakhstan ont participé au rassemblement régional de la région Europe de l'Est et Asie centrale et ainsi amélioré leurs capacités à s'impliquer dans le Fonds mondial. Quelques mois plus tard, elles/ils ont élu leur représentante à l'instance de coordination nationale qui a aussi pu profiter d'une assistance technique assurée par l'administrateur principal des programmes de NSWP et en apprendre davantage sur son rôle au sein de l'instance de coordination nationale.



En Ukraine, les travailleurSEs du sexe participent aux six groupes de travail qui s'occupent d'élaborer la note conceptuelle pour le Fonds mondial. Ces groupes se concentrent sur la réduction des infections à VIH, la mobilisation des communautés, le genre et les droits humains, un traitement efficace du VIH, les finances, le suivi et l'évaluation et les achats. Elles/ils ont aussi discuté de la procédure d'élection des membres de l'instance de coordination nationale pendant le forum des travailleurSEs du sexe « All-Ukrainian » qui les a finalement conduitEs à élire une candidate pour devenir représentante des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale :

« En Ukraine, les discussions avec la communauté, la participation à des formations sur le Fonds mondial ont permis de continuer à parler de ce sujet et les a aidé à être productives, à participer de façon très significative à ces groupes de travail pour le nouveau programme et la note conceptuelle. Ils/elles ont dit qu'on les considérait comme des expertEs. Les membres de la communauté sont [désormais] informés sur le Fonds mondial et ils savent comment les choses peuvent et doivent se passer ; ils peuvent vraiment s'impliquer de façon significative. »

*Administrateur de programme, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

Selon l'administrateur principal des programmes de NSWP et les réseaux régionaux, les travailleurSEs du sexe sont désormais représentés à l'instance de coordination nationale de 15 des 27 pays concernés par le programme (Cambodge, Colombie, Équateur, Salvador, Guyana, Jamaïque, Kirghizistan, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Thaïlande, Ukraine).

L'utilisation des ressources

Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont signalé qu'elles utilisaient les trois ressources de NSWP ayant spécifiquement trait au Fonds mondial: Le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial ; le Guide futé des travailleurSEs du sexe et des usagerÈRES de drogues pour la transition du Fonds mondial; et le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur la stratégie du Fonds mondial pour la période 2017-2022: « Investir pour mettre fin aux épidémies». Ces ressources sont disponibles sur le site Internet de NSWP en chinois, en français, en anglais, en russe et en espagnol ; elles ont été visitées 387 fois en 2018. Le responsable chargé de mission a cependant précisé que, selon lui, les Guides futés pourraient davantage être utilisés et souvent rappelé aux participants que ces ressources sont à leur disposition.

Une enquête menée auprès des membres de NSWP en 2018 a indiqué que 58 % des membres ayant participé à l'enquête se sont servis du Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial pour leur travail de plaidoyer pendant l'année, que 47 % se sont servis du Guide futé des travailleurSEs du sexe sur la stratégie du Fonds mondial et que 43 % se sont servis du Guide futé des travailleurSEs du sexe et des usagerÈRES de drogues pour la transition du Fonds mondial.

Les travailleurSEs du sexe du Suriname, du Rwanda et du Kazakhstan en particulier estiment que l'Outil de mise en œuvre pour les travailleurSEs du sexe est une ressource précieuse. Le SWIT est considéré comme une ressource particulièrement utile parce qu'il aborde la question de la participation des travailleurSEs du sexe aux institutions gouvernementales. Au Suriname, les travailleurSEs du sexe se sont serviEs du SWIT lors de leurs réunions avec le ministère de la santé : il leur a donné un cadre leur permettant de plaider en faveur de leurs revendications, d'indiquer quels sont leurs besoins et de promouvoir la santé et les droits humains des travailleurSEs du sexe.



Les relations avec les autres réseaux de populations clés

En 2018, de nombreuses organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont renforcé leurs liens avec d'autres groupes de populations clés travaillant dans leur région.

En Amérique latine, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont très engagées auprès des instances de coordination nationales, d'abord parce que leurs représentants y siègent mais aussi parce qu'elles collaborent avec d'autres réseaux dirigés par des populations clés. Le responsable chargé de mission a mis en relation PLAPERTS (un réseau régional d'Amérique latine) et LANPUD, un réseau régional d'usagerÈRES de drogues, et la coordinatrice régionale a été invitée à participer à une réunion en Colombie où elle a pu partager ses connaissances sur le Fonds mondial. L'administrateur principal des programmes a déclaré que « la formation proposée par NSWP a permis que les gens puissent partager leurs expériences, ce qui n'était pas possible avant cela. Cela a aussi permis de renforcer les liens entre les deux populations et d'autres futurs projets collaboratifs font actuellement l'objet de discussions. »

PLAPERTS a également été invité à une réunion de la Plateforme caribéenne d'Amérique latine (Latin American Caribbean Platform) en juin. Cette réunion a rassemblé des participantes qui mettent en œuvre les activités du Fonds mondial. Dans la région Amérique latine, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe collaborent désormais étroitement avec de nombreux représentants des populations clés à l'instance de coordination nationale, notamment les représentants des personnes transgenres, des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des personnes séropositives et des travailleurSEs du sexe. La communauté des travailleurSEs du sexe d'Équateur entretient des liens avec les organisations d'usagerÈRES de drogues et a aussi des contacts réguliers avec leur représentant à l'instance de coordination nationale. N'ayant pas elles/eux-mêmes de représentant à l'instance de coordination nationale, cela leur donne l'opportunité de faire remonter jusqu'à l'instance de coordination nationale les problèmes qu'elles/ils rencontrent. Ces activités reflètent la collaboration grandissante de PLAPERTS avec d'autres populations clés de la région et sa participation plus importante aux processus du Fonds mondial.

Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial :
Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018

Le rassemblement régional du Fonds mondial en Amérique latine



© PLAPERTS



En Afrique, le réseau régional a constaté que la formation d'un consortium de populations clés au Kenya était « cruciale » pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées pour participer aux processus du Fonds mondial. Ils/elles remarquent que les populations clés du Kenya ont commencé à travailler ensemble pour répondre à leurs besoins de façon collective :

«... Le consortium de populations clés a permis d'améliorer la représentation des populations clés et des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale, dans le dialogue au niveau du pays, au niveau de la préparation de la note conceptuelle et au niveau des processus de révision. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont de plus en plus de poids dans les négociations au sein des processus du Fonds mondial dans les pays. »

Rapport régional, Afrique

En 2018, Tais Plus a travaillé en collaboration avec d'autres groupes de populations clés (les personnes vivant avec le VIH, les usagerÈRES de drogues et la communauté LGBT) pendant leur formation sur le Fonds mondial. Selon Tais Plus, cela a créé de nouvelles opportunités de travailler ensemble et de solidarité.

« Un des gros avantages de rassembler quatre communautés, c'est que cela donne l'opportunité de penser et d'agir ensemble. »

Rapport national, Kyrgyzstan

SWAN a aussi signalé que d'autres groupes de populations clés contactent désormais Tais Plus au Kyrgyzstan pour qu'ils les conseillent quant aux moyens de s'impliquer dans le Fonds mondial.

« De toute évidence, ils savent comment marchent les choses et les autres communautés le savent. Ils viennent donc les voir avant de poursuivre plus avant. Ils leur demandent conseil »

Expert communautaire, Europe

Après avoir participé au programme en Géorgie, Women for Freedom a ajouté, dans son plan stratégique organisationnel, des objectifs de plaidoyer en lien avec le Fonds mondial, indiquant que l'organisation souhaite prendre contact prochainement. Elles ne sont pas parvenues à élire une travailleuse du sexe qui les représenterait à l'instance de coordination nationale mais il y a désormais une travailleuse observatrice qui participe aux réunions.

« En Géorgie, elles ont aussi essayé mais n'ont pas réussi [à être élues], mais elles reçoivent tout de même des informations sur le travail de l'instance de coordination nationale et elles peuvent aussi participer aux réunions sans avoir le droit de vote. »

*Administrateur de programme, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

L'atelier national en Géorgie



© SWAN



En 2018, APNSW a travaillé en collaboration avec des groupes d'usagerÈRES de drogues, de personnes transgenres, de personnes vivant avec le VIH et, dans une moindre mesure, avec des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. L'expert communautaire a également rapporté que d'autres organisations nationales faisaient la même chose ; en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Vietnam et au Myanmar, des réunions ont eu lieu réunissant tous les principaux groupes de populations clés.

Le Collectif des travailleurSEs du sexe des Philippines (the Philippines Sex Worker Collective) a reçu une assistance technique portant sur l'accès des travailleurSEs du sexe migrantEs et indigènes aux services et les coordonnées des personnes à contacter leur ont été transmises. Bien qu'aucune solution immédiate n'ait été trouvée, le Collectif des travailleurSEs du sexe des Philippines, Zeiteng et Project X (deux organisations du pays qui travaillent avec des groupes indigènes dans le domaine de la santé sexuelle) ont décidé de collaborer pour trouver ensemble des solutions.

Les activités proposées dans le cadre du programme ont permis, d'une part, d'améliorer les connaissances et la compréhension du Fonds mondial au niveau national et, d'autre part, d'améliorer la capacité des travailleurSEs du sexe à prendre part aux processus nationaux du Fonds mondial. Il s'agit notamment d'influencer les propositions de financement et, la mise en œuvre et le suivi des financements du Fonds mondial. Pendant la durée de ce programme, un nombre croissant d'organisations a pris contact avec les instances de coordination nationale et le nombre de représentants des travailleurSEs du sexe siégeant aux instances de coordination nationale a aussi augmenté. Les travailleurSEs du sexe qui ont participé à nos activités ont été capables, dans le cadre de ces activités, de consulter l'ensemble de la communauté des travailleurSEs du sexe et d'autres groupes de populations clés ; elles/ils savent prendre contact avec les instances de coordination nationale et prendre part aux processus du Fonds mondial au nom de leurs communautés et identifier leurs priorités et leurs besoins.

Les difficultés

Des degrés variés de connaissance du Fonds mondial

Sept pays n'avaient pas mis en œuvre d'activités nationales dans le cadre du programme de subventions précédent de Global Fund RCF pour les années 2015 à 2017 : le Cambodge, la Colombie, la Mongolie, le Rwanda, le Soudan du Sud, le Suriname et le Zimbabwe. Ces pays ont commencé par organiser un atelier national pour renforcer leurs connaissances du Fonds mondial et de ses processus.

Au Sénégal, deux ateliers ont été organisés pour toucher le plus possible de travailleurSEs du sexe en dehors de la capitale : ce sont surtout des travailleurSEs du sexe de Dakar et des environs qui ont assisté au premier atelier et le second s'est tenu dans la région de Sédhiou. C'est un problème qui a également été soulevé au Kenya où l'organisation nationale a constaté que de nombreuses organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe, dans certaines régions éloignées, « en savaient très peu sur les processus du Fonds mondial dans leur pays » et que cela « limitait leur participation aux plateformes de prise de décision au niveau local ».

La perception qu'ont les travailleurSEs du sexe de la participation au Fonds mondial

L'administrateur principal des programmes ainsi que plusieurs participants au programme ont déclaré qu'une des raisons pour lesquelles les travailleurSEs du sexe hésitent à prendre part aux processus du Fonds mondial est qu'ils/elles pensent que « ce n'est pas pour elles/eux », soit parce que les processus ne leur sont pas accessibles en tant que non-représentants de la communauté, soit parce que les mécanismes leur sont hostiles en tant que travailleurSEs du sexe. Selon eux/elles, les ateliers ont permis de commencer à modifier cette perception mais un changement de fond ne pourra avoir lieu qu'en investissant dans le renforcement des capacités des travailleurSEs du sexe de façon durable.



« De nombreuses activités du Fonds mondial sont financées avec pour objectif que la communauté puisse bénéficier de ces activités, mais les travailleurSEs du sexe ne se rendent même pas compte que ces activités leur sont destinées »

Référent de communication national, Rwanda

Dans la région Europe de l'Est et Asie centrale, le programme de NSWP a permis de modifier les perceptions des participantes :

« Nous nous sommes rendu compte pendant le rassemblement régional par exemple que, en Géorgie et au Kazakhstan, elles/ils ne savaient même pas qu'elles/ils avaient le droit de participer aux réunions de l'instance de coordination nationale même lorsqu'ils/elles n'y siègent pas. »

*Administrateur de programme, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

L'expert communautaire de la région Caraïbes a constaté qu'il reste difficile d'encourager les travailleurSEs du sexe à s'exprimer pendant les réunions avec le Fonds mondial :

« Parfois, nous sommes là mais il est difficile de se faire entendre. Il faut être un peu agressif parce que, dès fois, vous pouvez être présent mais rester juste là sans rien dire. C'est quelque chose dont nous parlons maintenant pendant les formations : que ceux/celles qui vont nous représenter pendant les réunions doivent être capables de prendre la parole, de se faire entendre. »

Expert communautaire, Caraïbes

Rendre des comptes aux communautés de populations clés

L'expert communautaire de la région Asie et Pacifique a signalé qu'il n'existe pas souvent un réel processus de consultation lors de la sélection des représentants des travailleurSEs du sexe dans la région et qu'il arrive que la sélection des nouveaux représentants ne soit pas suffisamment annoncée pour que les travailleurSEs du sexe de l'ensemble du pays soient au courant :

« Dans certains pays, ils annoncent qui sera le représentant des personnes vivant avec le VIH mais ils ne l'annoncent pas pour les travailleurSEs du sexe, ou s'ils le font, ce n'est qu'auprès des personnes qui siègent déjà à l'instance de coordination nationale, aux institutions de l'ONU... De nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe sont donc excluEs »

Expert communautaire, Asie et Pacifique

Les activités nationales ont permis aux participantes de réfléchir à ces questions et aux moyens d'encourager les membres des instances de coordination nationale à rendre davantage de comptes à leurs communautés.

La stigmatisation et la discrimination

Selon les travailleurSE du sexe ayant participé aux entretiens, la stigmatisation et la discrimination restent les principaux obstacles à leur participation sur le long terme aux processus du Fonds mondial dans leur pays ou dans leur région.

« Le travail du sexe n'est pas légal ici mais ça ne veut pas dire que les travailleurSEs du sexe ne sont pas rwandais et rwandaises, que ce ne sont pas des citoyenNEs »

Référent de communication, Rwanda



Au Rwanda, FADA, l'organisation qui mène les activités nationales, a signalé qu'elle a commencé à essayer de travailler avec d'autres réseaux de populations clés, notamment les usagerÈRES de drogues, mais qu'il existe de nombreux préjugés à l'égard des travailleurSEs du sexe et des autres groupes de populations clés, ce qui rend les choses difficiles.

« Nous avons essayé de travailler avec une organisation de défense des personnes qui s'injectent des drogues mais les préjugés à l'égard de cette population sont tellement répandus au Rwanda qu'ils sont obligés de rester dans la clandestinité... Le travail du sexe est illégal mais l'injection de drogues l'est encore plus ; ils risquent la détention, les coups et la prison. Les préjugés à l'égard des travailleurSEs du sexe et des personnes LGBT sont extrêmement répandus. Nous sommes des citoyenNEs invisibles ».

Référent de communication, Rwanda

La stigmatisation institutionnalisée rend la participation de certains groupes aux réunions du Fonds mondial avec le gouvernement difficile.

« L'insécurité des travailleurSEs du sexe quant au savoir, à l'information et à la façon de participer efficacement reste un obstacle majeur mais il y a aussi beaucoup de problèmes liés aux instances de coordination nationale dans les pays... Il est très difficile de comprendre ce qui se passe dans les pays quand on en est exclus, même quand vous lisez les rapports ; alors, j'arrive à comprendre que ça peut être très intimidant ou que les travailleurSEs du sexe soient trop intimidés pour aller dans les réunions des instances de coordination nationale. »

Expert communautaire, Europe

C'est également un problème qui a été soulevé en Amérique latine parce qu'il pourrait potentiellement faire obstacle à la participation des travailleurSEs du sexe au Fonds mondial et à ses processus :

« Parfois les travailleurSEs du sexe sont réprimés et elles/ils ne veulent pas participer parce qu'ils/elles ont peur »

Expert communautaire, Amérique latine

Certaines participantes ont dit être préoccupées par l'impact que les préjugés envers les travailleurSEs du sexe auront sur le financement des programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe après la transition. Le travail du sexe étant criminalisé dans la plupart des pays, certaines organisations s'inquiètent que les gouvernements ne financeront pas suffisamment les programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe et destinés aux travailleurSEs du sexe.

Le travail du sexe étant stigmatisé et criminalisé, la collaboration avec les gouvernements (au niveau national et local) et les institutions qui travaillent étroitement avec les gouvernements est un sujet de préoccupation important pour les travailleurSEs du sexe. En République démocratique du Congo, les travailleurSEs du sexe ont signalé que l'atelier a été utile mais ont également exprimé leurs inquiétudes quant à une prochaine collaboration avec le gouvernement alors que les travailleurSEs du sexe sont très vulnérables dans le pays. Il y a eu récemment une vague d'arrestations et de détentions de travailleuses du sexe et d'autres jeunes femmes¹⁰ ; les travailleurSEs du sexe hésitent donc beaucoup à rencontrer le gouvernement pour discuter du Fonds mondial. Selon Lala Maty Sow, l'un des experts communautaires en Afrique, c'est un obstacle majeur : dans certains pays de la région, en particulier au Rwanda et en République démocratique du Congo, les travailleurSEs du sexe ont peur de rencontrer le gouvernement parce qu'elles/ils craignent d'être arrêtés ou détenus.

10 NSWFP, 2018, [NSWFP denounces the harassment, arrests and detention of sex workers in DRC](#)



La barrière de la langue

La référente de communication pour le Rwanda a expliqué que la barrière de la langue avait fait obstacle à la participation des travailleurSEs du sexe au programme et qu'il y avait des ressources pour payer pour les frais de traduction dont ils/elles avaient besoin afin de pouvoir organiser à nouveau un atelier auquel deux fois plus de participants pourraient assister. Elle a essayé de pallier ces difficultés en traduisant dans les langues locales les messages clés à retenir des ateliers mais il reste que les travailleurSEs du sexe n'ont pas la possibilité de participer pleinement aux processus du Fonds mondial.

NSWP publie ses documents dans cinq langues (chinois, anglais, français, russe et espagnol) et fait son possible pour que la langue employée, à la fois à l'écrit et à l'oral, soit simple, claire et facile à traduire. Au début de 2018, le Fonds mondial a retiré les pages de son site Internet traduites en espagnol et en russe rendant ainsi plus difficile l'accès aux informations en lien avec le Fonds mondial pour les groupes de travailleurSEs du sexe et les experts communautaires russophones et hispanophones. Pendant le deuxième semestre de 2018, il est également devenu évident que certaines des informations (par exemple, les listes des membres des instances de coordination nationale) publiées sur le site du Fonds mondial n'étaient pas à jour ou étaient incomplètes.

Les obstacles à la coopération avec la communauté

Les réseaux régionaux APNSW, ASWA, CSWC et SWAN ont tous signalé qu'ils ont du mal à faire face au nombre de rapports exigés par le récipiendaire principal alors qu'ils assurent une assistance technique auprès des groupes nationaux concernant ces mêmes difficultés. Les bénéficiaires principaux sont très exigeants vis-à-vis des organisations communautaires ce qui crée des obstacles supplémentaires pour la communauté des travailleurSEs du sexe. Par exemple, APNSW, en tant que réseau régional, était capable de répondre aux exigences du Fonds mondial en matière de production des rapports mais suggère que des changements soient opérés dans ce domaine parce que les petites organisations de la région n'arrivent pas à suivre.

En outre, les organisations qui parviennent à répondre aux exigences du Fonds mondial et à mener à bien les projets ne consultent pas toujours les travailleurSEs du sexe ou ne collaborent pas d'une manière appropriée. L'expert communautaire de la région Asie et Pacifique a accueilli avec enthousiasme la politique du Fonds mondial qui veut que les organisations impliquent davantage les travailleurSEs du sexe mais elle a aussi suggéré que les travailleurSEs du sexe devraient pouvoir participer à la mise en œuvre de cette politique :

« Par exemple, la semaine dernière, j'ai rencontré le récipiendaire principal de nos subventions qui m'a dit " nous assurons le renforcement des capacités ". Je lui ai dit " vous assurez le renforcement des capacités mais pas de la manière que nous souhaitons. Ce que nous faisons [à APNSW], c'est réellement du renforcement des capacités. Nous demandons à nos membres et à nos partenaires ce dont ils ont besoin, ce que nous pouvons faire pour aider et en fonction de ce qu'ils nous disent, nous agissons. Mais vous, ce que vous dites, c'est " vous les travailleurSEs du sexe avez besoin de ceci et de cela, vous devez faire ceci, vous devez faire cela... " »

Expert communautaire, Asie et Pacifique

L'expert communautaire du Sénégal a souligné que bien que les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe participent davantage aux processus du Fonds mondial, cela fait dix ans qu'elles sont sous-sous-bénéficiaires et ne parviennent pas à obtenir le statut de sous-bénéficiaires.

« Nous avons fait des progrès avec les autorités qui ont la charge des activités du Fonds mondial et cela fait dix ans que les associations de travailleurSEs du sexe sont sous-sous-bénéficiaires Malgré cela, les bénéficiaires principaux ne pensent pas que nous remplissons les conditions suffisantes pour devenir sous-bénéficiaires, bien que nous ayons déjà la capacité de gérer des financements extérieurs. »

Expert communautaire, Sénégal



LES LEÇONS

Avoir un impact prend du temps

Les travailleurSEs du sexe ont rapporté que le programme les avait aidéEs à mieux comprendre le Fonds mondial et à y participer, mais elles/ils ont aussi été nombreux et nombreuses à constater qu'approfondir ses connaissances et améliorer sa compréhension et ses compétences prend du temps.

« En termes d'impact, il ne s'agit pas toujours simplement d'arriver à siéger à l'instance de coordination nationale. Cela se fait de façon plus subtile et consiste davantage à renforcer la confiance en soi, les compétences et la compréhension des processus du Fonds mondial. Les ateliers de formation permettent de clarifier de nombreux aspects du Fonds mondial qui n'étaient pas compris auparavant. Et comme l'information se fait de façon pratique et concrète, les travailleurSEs du sexe se sentent plus en confiance pour poser des questions. C'est là que l'impact réel se trouve même s'il est difficile à mesurer et à évaluer. »

Administrateur principal des programmes, NSWP

« On n'avance pas vite, pas à pas – ça peut sembler ne pas être grand-chose quand on l'écrit dans le rapport mais pour elles/eux, ce programme et ce projet sont importants parce qu'ils leur permettent de continuer à parler des processus du Fonds mondial avec le reste de la communauté. Cela se passe sur deux niveaux. Ils disent que c'est très important que les travailleurSEs du sexe parlent du Fonds mondial en général, mais à un autre niveau, cela les aide à former les leaders qui pourront défendre leurs droits, des membres de la communauté qui pourront plus tard participer aux processus du Fonds mondial dans leur pays.

*Administrateur de programme, SWAN
(Europe de l'Est et Asie centrale)*

Le modèle de NSWP

Le programme de NSWP pour le développement des capacités a été conçu en collaboration avec les régions avec lesquelles nous travaillons, chaque activité contribuant à améliorer la participation aux processus du Fonds mondial. Durant la réunion de novembre 2017, les experts communautaires – ayant déjà été formés à l'assistance technique – ont pu bénéficier de l'expertise de l'administrateur principal des programmes de NSWP et renforcer leurs capacités. L'assistance technique qu'apportent les experts communautaires sert aux organisations nationales à mettre en œuvre les activités nationales et cela permet d'améliorer la capacité des travailleurSEs du sexe à prendre part au Fonds mondial dans les pays. En outre, les activités nationales influencent les thèmes de plaidoyer identifiés par les réseaux régionaux au niveau régional mais aussi au niveau international.

C'est la structure de l'assistance technique qui a fait du programme un succès : l'élément « pair à pair » et les connaissances techniques de l'administrateur principal des programmes ont permis de créer un environnement propice à l'apprentissage pour les travailleurSEs du sexe.

NSWP a su créer un modèle unique qui diffère de ce que les partenaires institutionnels peuvent offrir. Le programme est dirigé par des travailleurSEs du sexe ce qui permet de créer des conditions optimales pour un apprentissage efficace dans un espace protégé où elles/ils peuvent profiter de l'expérience d'autres travailleurSEs du sexe et d'experts sur le Fonds mondial. Les participants des cinq régions ont trouvé ce modèle particulièrement efficace.

« J'ai hâte de me rendre à l'atelier [de 2019]. Ce que je constate maintenant, c'est que beaucoup de travailleurSEs du sexe veulent participer à ces ateliers... Ça nous rassemble. J'aimerais que ces programmes puissent avoir lieu tout le temps ; c'est motivant. Pour la première fois, nous nous sentons uniEs ».

Référent de communication et représentant des travailleurSEs du sexe à l'instance de coordination nationale, Suriname

Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial :
Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018



Regarder vers l'avenir

Il est important pour les travailleurSEs du sexe de comprendre pleinement le fonctionnement des processus du Fonds mondial mais c'est un système très étendu et les participantEs savent qu'il faudra du temps pour développer les capacités de la communauté dans ce domaine.

« Je trouve que c'est une structure tellement grosse et complexe qu'il faudra plus de temps pour développer les capacités de la communauté dans les pays. Il n'est pas facile de comprendre comment s'impliquer et participer ».

Expert communautaire, Europe

Les mécanismes internes à NSWP concernant le rendu des rapports auraient pu être plus efficaces et rendre la collecte des données plus facile. Au cours d'une réunion du consortium des réseaux de travailleurSEs du sexe qui s'est tenue en 2019, les représentants des cinq régions ont pris plusieurs décisions à ce sujet qui doivent être mises en œuvre en 2019. NSWP et ses partenaires régionaux devront désormais rendre des rapports mensuels sur les activités et des rapports sur les résultats obtenus tous les six mois, cela afin de déterminer si les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont renforcé la capacité des travailleurSEs du sexe à comprendre les processus du Fonds mondial dans les pays, si des consultations ont lieu dans les pays dans le cadre de ces processus et si les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont impliquées dans le dialogue au niveau des pays et dans l'élaboration des notes conceptuelles.

LES RECOMMANDATIONS

Pour favoriser la participation des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe aux processus du fonds mondial, plusieurs mesures peuvent être prises :

- collaborer avec les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pour combattre les préjugés et la discrimination à l'égard des travailleurSEs du sexe chez les parties prenantes et notamment chez le personnel du Fonds mondial. Cela peut se faire par exemple en formant et en sensibilisant le personnel au SWIT. On peut également améliorer la participation des travailleurSEs du sexe aux processus du Fonds mondial en s'assurant que les gouvernements ont mis en place des politiques de promotion de la non-discrimination et de l'égalité d'accès pour les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés ;
- encourager les gouvernements – lorsque des mécanismes contractuels appropriés existent – à employer les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pour qu'elles collectent des données dans le cadre de la lutte contre les maladies et à augmenter les budgets des programmes respectueux des droits humains et dirigés par les travailleurSEs du sexe ;
- soutenir les réseaux internationaux dirigés par les populations clés pour qu'ils continuent à opérer leurs programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités, des connaissances et des compétences (en lien avec le Fonds mondial et l'élaboration de programmes respectueux des droits humains) et s'assurer que ces connaissances sont transmises au reste de la communauté ;
- soutenir les programmes qui s'appuient sur les connaissances et les compétences acquises grâce à ces programmes afin de renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à combattre les lois punitives et à promouvoir la décriminalisation du travail du sexe ;
- encourager l'Initiative stratégique pour les communautés, les droits et le genre à partager les outils de plaidoyer développés par les réseaux dirigés par les populations clés sur les plateformes de communication du Fonds mondial pour que ces outils soient accessibles à davantage de personnes travaillant avec les populations clés.

Renforcer la capacité des travailleurSEs du sexe à participer aux processus du Fonds mondial : Évaluation du programme de NSWP pour le renforcement des capacités en 2018



CONCLUSION

Ce programme a été l'opportunité pour les travailleurs du sexe de s'enrichir des expériences d'autres travailleurs du sexe et d'améliorer leur capacité à participer aux processus du Fonds mondial dans leur pays. Dans les cinq régions, les organisations dirigées par des travailleurs du sexe ont également pu se mettre en rapport avec d'autres réseaux de populations clés et former de nouvelles relations de travail pouvant mener à la mise en œuvre de nouvelles activités en 2019.

Cette étude de cas montre l'intérêt qu'il y a à investir dans le renforcement des capacités des organisations dirigées par des travailleurs du sexe. Former les travailleurs du sexe à comprendre les mécanismes et le fonctionnement du Fonds mondial prend du temps, en particulier lorsque leurs connaissances de départ sont faibles ou même nulles. Grâce aux rassemblements régionaux, à l'assistance technique et aux activités nationales, les organisations dirigées par des travailleurs du sexe ont pu améliorer leur compréhension des processus du Fonds mondial au niveau national. Ces connaissances leur permettent de mieux comprendre le rôle des différentes parties prenantes en relation avec les organisations dirigées par des travailleurs du sexe. En outre, elles leur permettent de mieux comprendre la responsabilité qu'ont ces parties prenantes de consulter les organisations dirigées par des travailleurs du sexe dans leur pays (au sein des processus du Fonds mondial et des processus qui l'influencent tels que la planification stratégique nationale). Pour que l'instance de coordination nationale joue son rôle dans la lutte contre les trois maladies dans les pays, il est primordial de renforcer les capacités des travailleurs du sexe, de consulter de façon significative les organisations dirigées par des travailleurs du sexe et de garantir qu'elles puissent participer aux processus nationaux.


ANNEXE 1 :

TOUTES LES ACTIVITÉS NATIONALES DE 2018

Au total, 480 personnes étaient présentes ou ont participé aux activités nationales dans le cadre de ce programme en 2018.

Région	Pays	Activités	Nombre de participants
Afrique	RDC	Atelier national, prendre contact avec les parties prenantes dans le pays	24, 22
	Kenya	Atelier national, prendre contact avec les parties prenantes dans le pays, surveiller la mise en œuvre des subventions	12, 12, 11
	Rwanda	Atelier national, enquête auprès des travailleurSEs du sexe	13, 50
	Sénégal	Atelier (Dakar), atelier (Sédhiou)	19, 17
	Soudan du Sud	Atelier national, surveiller la mise en œuvre des subventions	12, 11
	Tanzanie	Atelier national, surveiller la mise en œuvre des subventions	10, 12
	Zimbabwe	Atelier national, surveiller la mise en œuvre des subventions	21, 12
Asie et Pacifique	Mongolie	Rassemblement national de travailleurSEs du sexe	20
	Népal	Rassemblement national de travailleurSEs du sexe	10
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Rassemblement national de travailleurSEs du sexe	21
	Vietnam	Rassemblement national de travailleurSEs du sexe	21
Caraïbes	Guyana	Rassemblement national de travailleurSEs du sexe, prendre contact avec les parties prenantes dans les pays – influencer le plan stratégique national, rassemblement national de populations clés	21, 25, 18
	Suriname	Atelier national, prendre contact avec les parties prenantes dans les pays – influencer le plan stratégique national, rassemblement national de populations clés	18, 32, 14
Europe de l'Est et Asie centrale	Géorgie	Consultations de communauté 1 2 et 3, atelier pour la Géorgie occidentale, atelier national	11, 12, 10, 11, 10
	Kirghizistan	Atelier sur la population clé, consultations de communauté 1 2 et 3, traduire/adapter les documents du Fonds mondial, atelier national	14, 16, 17
	Ukraine	Consultations de la communauté, participation à l'élaboration de la note conceptuelle, rassemblement national	70, 22
Amérique latine	Colombie	Atelier national, prendre contact avec les parties prenantes dans le pays	12, 10
	Équateur	Atelier national, prendre contact avec les parties prenantes dans le pays	14, 14

Le Réseau mondial des projets sur le travail du sexe emploie une méthodologie qui garantit que les revendications locales des travailleurSEs du sexe et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont entendues. Les documents de politique générale sont le résultat de travaux de recherche documentaire, d'une consultation menée en ligne auprès des organisations membres de NSWP et d'informations recueillies auprès de certains membres.

Le terme « travailleurSE du sexe » reflète la grande diversité de la communauté des travailleurSEs du sexe. La liste n'est pas exhaustive mais cette communauté compte notamment : les femmes, les hommes et les personnes transgenres travailleurSEs du sexe, les travailleurSEs du sexe lesbiennes, gays et bisexuelLEs, les hommes travailleurs du sexe s'identifiant comme hétérosexuels, les travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH ou d'autres maladies, les travailleurSEs du sexe usagerÈRES de drogues, les jeunes adultes travailleurSEs du sexe (entre 18 et 29 ans), les travailleurSEs du sexe avec et sans papiers ainsi que les personnes déplacées et les réfugiés, les travailleurSEs du sexe vivant dans les zones rurales et dans les zones urbaines, les travailleurSEs du sexe handicapÉEs et les travailleurSEs du sexe qui sont en détention ou en prison.



Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

The Matrix, 62 Newhaven Road
Edinburgh, Scotland, UK, EH6 5QB
+44 131 553 2555
secretariat@nswp.org
www.nswp.org/fr

Le NSWP est une société privée à but non lucratif
et à responsabilité limitée. Société No. SC349355

Cette étude de cas a pu être réalisée grâce à l'aide des
financements de l'Initiative stratégique en faveur des
communautés, des droits et du genre (GF CRG SI).